



Les Entretiens Eurafricains

3^{ème} séminaire de la plateforme UE-Afrique(s), Paris 22 mai 2019

Thème : Centres et périphéries

Comment réduire les écarts qui se creusent alors que les mobilités les aggravent en raison des disparités socio-démographiques ?



Animatrice des débats :

Claude FISCHER-HERZOG, directrice d'ASCPE - Les Entretiens Européens & Eurafricains, présidente d'EURAFRICLAP et directrice du festival de cinéma

Intervenants :

Olivier LE MASSON



Il est chargé des partenariats Afrique et Europe au GRDR - Migration-Citoyenneté-Développement - (ONG menant des actions de développement à la fois dans les pays de départ, de passage et d'accueil, en Afrique de l'Ouest, au Maghreb et en France).

Saliou DIALLO



Il est docteur en Histoire de l'Université de Poitiers, chercheur associé au Laboratoire MIGRINTER (laboratoire de recherche spécialisée dans l'étude des migrations internationales et des relations inter-ethniques) et enseignant dans un lycée à Créteil.

Claude Fischer-Herzog remercie l'assemblée présente et rappelle que ce séminaire existe depuis quatre ans. Une trentaine de conférences ont été organisées dont trois cette année sur le thème des migrations (Deux autres conférences seront organisées¹). Ce sujet est au cœur de l'actualité et doit faire l'objet de coopérations entre l'Europe et l'Afrique pour une mobilité des populations que ce soit dans un sens ou dans l'autre : car il est plus facile pour nous Européens d'aller en Afrique que pour les Africains de venir en Europe. Ce séminaire trouvera un 1^{er} débouché lors du festival de cinéma en juin à Paris (Il sera dupliqué à Bamako début 2020).

La 1^{ère} conférence du séminaire a eu lieu le 31 janvier sur la problématique générale, la 2^{ème} a eu lieu sur le rôle des diasporas dans l'accueil des migrants pour leur insertion dans l'emploi et la formation ici et là-bas, en présence d'une dizaine de communautés pour un débat vif et passionnant².

Aujourd'hui, la conférence porte sur l'enjeu des « centres et des périphéries ». Ce concept existe depuis les années 60 et a évolué au fil du temps. Les centres se développent et les périphéries sont de plus en plus délaissées, et les inégalités ont tendance à s'aggraver : sont-elles liées aux mobilités et aux migrations ? Nous entendrons deux géographes, Olivier et Saliou, tous deux intéressés par l'évolution du Sahel, ses relations avec l'Europe et la France en particulier. Olivier a réalisé une étude récemment avec l'AFD (Agence Française de Développement), dont il va nous parler et restituer l'analyse et les propositions pour améliorer les relations et rendre les migrations beaucoup plus positives. Puis Saliou prendra un exemple plus concret, au sein même du Sahel, celui du fleuve Sénégal. Tous les deux nous expliqueront comment cette région périphérique - qui était développée puis s'est désertifiée et appauvrie - essaie de rebondir avec des projets intéressants.

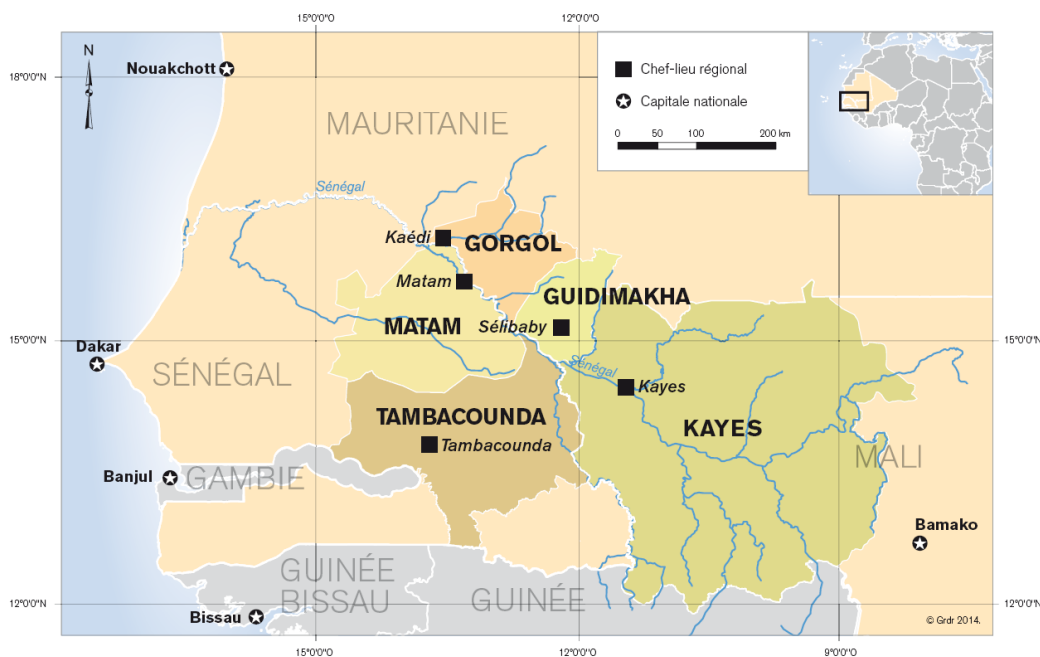
Olivier Le Masson remercie Claude pour cette invitation dans les bureaux du Parlement européen qu'il découvre, ainsi que d'ailleurs Les Entretiens Eurafriens. Il se présente géographe par conviction, et grâce à son professeur Denis Rotayé qui travaillait sur la question des lieux et des frontières. Son concept de « distance zéro » définissant le lieu, soulignant l'intérêt de considérer les distances qu'elles soient topographiques, toponymiques, culturelles créées entre les gens, entre les territoires, le concept phare étant celui de frontière, définie comme la limite entre les lieux, entre les territoires. Passionné par toutes ces questions, j'ai beaucoup travaillé sur la frontière mauritano-malienne. Plus jeune, je me suis installé pendant quatre mois du côté de NEMA au sud de la Mauritanie, là où la frontière n'existe pas. Aucune marque, pas

¹ Le 17 octobre à Paris avec Pauline Brücker sur l'Égypte ; et une autre à Bamako pendant l'édition malienne du festival de cinéma début février 2020.

² Voir les comptes-rendus et synthèses sur le site www.entretiens-europeens.org

de trace sur la route, plus de végétation mais 10 000 personnes vivaient là – elles sont 25000 aujourd’hui - à 1200 km de Nouakchott, ce qui en faisait une sorte de « pôle ». Pourquoi les gens se sont-ils installés ici ? C’est pour répondre à cette question que j’ai été envoyé par mon université et le Pr Denis Ratayé dans la ville nommée Abdel Bagrou (qui signifie en arabe « construire sa fortune avec des bovins ») : c’était une zone de transhumance, où la frontière est tout un sujet : comment se l’approprier, la dépasser, la subvertir, comment jouer avec les points d’irrigations, avec le climat ? Le mouvement autour de la frontière était très intéressant : centre de douane (avec tout ce que ça suggère comme fantasme) entre la Mauritanie et le Mali, les camions passaient remplis de bois venant de la Côte d’Ivoire, du Ghana, et du Cameroun et repartaient avec du bétail. Plus qu’un lieu de passage, c’était un centre pour beaucoup de monde.

Puis, j’ai travaillé avec le GRDR³, et en bon géographe que je suis, j’utilise très souvent les cartes que je trouve parlantes. Les travaux (power point) réalisés il y a 4 à 5 ans sur cette moyenne vallée du fleuve Sénégal - dont Diallo nous en parlera toute à l’heure plus en détail au niveau de Bakel – qui pour nous est une sorte de sous-Sahel, une sous-partie du Sahel. Véritable centre au cœur du Sahel, il est souvent qualifié d’une agglomération de périphérie. Il y a beaucoup d’idées reçues et de préjugés sur le thème de « centre et périphérie », qui doivent être déconstruits au regard de la connaissance et de l’étude de la réalité. Le Sahel c’est 6 pays, 80 millions d’habitants sur 5 millions de km², à peu près la même surface que l’Union européenne. La moyenne vallée du fleuve Sénégal recouvre quatre Etats, depuis quelques centaines de km après sa source jusqu’à Matam-Codor au Sénégal et de Kaïdi en Mauritanie. Elle est le cœur historique de l’immigration ouest africaine en France depuis 70 ans : les migrants sont venus de la région de Kayes au Mali, des régions de Matam et Tamba Counda au Sénégal et celles de Kaïdi, du Gogol et du Didimara en Mauritanie. Leurs enfants sont nés en France.



³ GRDR Migration-Citoyenneté-Développement est une organisation de solidarité internationale à caractère associatif (loi 1901) et à but non lucratif, sans affiliation politique et religieuse, engagée depuis 1969 pour la promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens en France et de leurs régions d’origine.

<https://www.coordinationsud.org/membres/grdr-groupe-de-recherche-et-de-realisation-pour-le-developpement-rural/>

Ces cinq régions représentent à peu près 4 à 5 millions d'habitants dans des zones très vastes, de 235 000 km², un peu moins de la moitié de la France, les 2/5 environ. Le GRDR est une association qui a été créée par ces migrants qui représentent aujourd'hui, selon les statistiques de l'INSEE, 200 000 habitants en France originaires de ces régions, Maliens, Sénégalais et Mauritaniens cumulés. Les Tunisiens sont 750 000, les Algériens 1 million, ce qui donne une idée de la réalité du « déversement » des Africains sur nos côtes ! Ces migrants ne veulent pas couper avec leurs pays d'origine : ils veulent monter des projets d'éducation, d'hydraulique, d'élevage et d'accès à l'énergie... d'où la dialectique migration et développement ou comment les migrations peuvent être des facteurs de développement.

Le GRDR a développé le concept du « double espace » : le « ici » et le « là-bas », représentant le territoire d'origine et tous les territoires de destination, qu'ils soient de passage, de transit, d'installation à un moment donné, avec tous les liens qui existent entre eux le long des parcours migratoires. L'idée est de construire un continuum autour de ce lien, avec un seul espace où les migrations et les migrants se connectent. Ainsi centres et périphéries vont se connecter à tous les niveaux, ce qu'Hamidou DIA dénomme **village multi situé**. Ainsi pour les Soninkés, ceux du Sénégal, de la Mauritanie, être un bon soninké, c'est un soninké qui voyage, qui migre, comme un rite initiatique : la raison culturelle est le premier moteur des migrations qu'elle soit sous-régionale ou internationale, auquel se cumulent les raisons économiques, politiques et parfois environnementales. On a accompagné cette notion de double espace à celle de « ressource durable » des migrations et élaboré il y a quatre ans un **Atlas** de la vallée du fleuve Sénégal. En effet, celles-ci sont une ressource pour des territoires solidaires, d'ici et de là-bas, depuis 70 ans. Les nombreux travaux de recherche restent trop souvent dans la sphère de la recherche, et les études d'institutions internationales sont orientées les unes sur les migrations, les autres sur l'énergie et les mines... La vision globale n'existait pas.

Le GRDR s'est construit autour de la logique de la migration internationale, et aujourd'hui on essaie d'englober des mobilités au sens le plus large du thème : mobilités des hommes émigrés ou immigrés dans un pays, entre pays, mais aussi mobilités des idées, des valeurs, de l'argent, des équipements etc... les migrations sont un fil directeur transversal. L'atlas a été construit sur la base d'argumentaires, et a permis la remise en question d'un certain nombre d'idées reçues sur centres et périphéries au niveau de la moyenne vallée du fleuve Sénégal⁴.

Ainsi, le Sahel est très vert, même si certaines zones sont désertes, sans un arbre à l'horizon sur des kms, et où comme au sud de la Mauritanie, il tombe 300 millimètres d'eau par an. Par ailleurs, le Sahel ne se vide de sa population, c'est l'inverse. D'abord il y a un taux de natalité très important, et les mouvements migratoires y sont importants. Des villages du Sahara viennent s'installer dans la zone, les migrants venant travailler dans les mines, les maraichages, ou l'agriculture. On est sur des taux de croissance de 2 et demi en 30 ans, et on passera de 4 millions d'habitants aujourd'hui (dont la moitié a moins de 20 ans) à 10 millions en 2050 ; une population très jeune dont (autre idée reçue) la majorité n'a pas envie de partir. Les statistiques assez poussées notamment au Sénégal démontrent que les jeunes veulent bien découvrir le monde pour apprendre, mais ils souhaitent rester sur place. Certes, la densité de la population est très contrastée au niveau de la moyenne vallée, avec des zones désertes et d'autres qui « se polarisent ». On est dans des zones extrêmement mobiles où les migrations sont d'abord transfrontalières, à l'échelle sous-régionale d'abord (d'après une étude de Laurent BROSSARD⁵) où les gens passent d'un pôle à un autre pour accéder à un

⁴ [Retrouver la présentation Power Point D'olivier Le Masson ici !](#)

⁵ Président du Club du Sahel à l'OCDE

service ou à un emploi selon les filières économiques porteuses. Sur 10 migrants, 8 restent en Afrique subsaharienne, un part en l'Europe et un part ailleurs dans le monde.

Autre phénomène très important : l'émergence de petites villes. Ces pôles urbains maillent le territoire et sont des espaces de dynamiques économiques, où les questions de cohésion sociale se posent avec les problèmes de l'accès à l'habitat et aux services de base, qui a conduit à cette fameuse théorie cristallière des géographes. Nouakchott, Dakar, Bamako et la ville de Kayes sont au cœur de cette moyenne vallée du fleuve Sénégal : les capitales ont 1 à 2 et demi-millions d'habitants, mais Kayes, c'est 150 000 habitants. Des petites villes comme Kita, Nioro, Kaily, Tamba counda sont dans la première périphérie de Kayes constituant des pôles qui vont eux-mêmes polariser le territoire de manière plus large.



Autre idée reçue : le Sahel est une région rurale vivant de l'agriculture, victime de la sécheresse à répétition, ce qui a entraîné la migration des forces vives vers les capitales ou vers l'Europe. En réalité on est assez loin de cette analyse simpliste et cette carte de l'émergence des villes démontre bien qu'on n'est plus dans un milieu rural tel qu'on l'imaginait il y a encore 20 ans. Le Sahel est une zone de pays frontaliers, certes, mais de « pays », loin de Nouakchott, de Dakar et de Kayes (il faut aujourd'hui une journée minimum de route en voiture pour faire Kayes-Bamako (contre 5 heures avant car les routes se sont dégradées). Les solidarités transfrontalières sont dans les pratiques : un centre de santé situé en Mauritanie draine du monde, plusieurs ethnies s'y rejoignent comme les Soninkés, les Peuls, les Malinkés, les Bambaras et autres... Des associations sont nées en France comme le GUIDIMARA DANKA (qui signifie « union ») regroupant deux associations de plusieurs pays (Mali et Mauritanie) sur des enjeux de développement communs pour les deux régions. L'OMVS⁶ (qui a fait le préambule de l'Atlas), est une institution sous-régionale, dans l'archétype du « top-down » : penser dans les capitales, appliquer dans la moyenne vallée. Par ailleurs, l'association des Maires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal dont le siège est à Bakel regroupe 70 des 250 maires du bassin Garcin.

Autre idée reçue, la zone connaîtrait de graves tensions. Or, l'argent envoyé par les migrants pour aider leurs parents, agit comme un filet social : il n'y a pas eu d'émeutes de la faim qu'on subit certains pays. Mais en

⁶ Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal » dirigée par le Haut-Commissaire M. Ahmed Diane SEMEGA

revanche, il y a des conflits réguliers entre les agriculteurs et les éleveurs... Ainsi, il faut rappeler qu'on est dans une zone minière, une zone très riche, sur laquelle certaines personnes ont la main mise. La non-redistribution des richesses augmente les tensions.

Pour conclure, je dirai qu'il existe un maillage entre plusieurs régions dans cette zone périphérique qui elle-même est connectée au monde. Il y a plus de 80 coopérations décentralisées dont 75% ont été créées par les migrants. Les migrations sont facteurs de cohésion, de réseautage et de stratégie diplomatique et économique.

Claude Fischer-Herzog, remercie Olivier pour son exposé, et l'interroge sur la « Grande Muraille Verte », une expérience intéressante et très prometteuse débattue lors des Entretiens Eurafriains 2018 de Dakar⁷... Pour elle, les migrations sont des facteurs de paix et non de conflit, mais elle constate aussi qu'il y a un rejet des migrants d'un pays africain à un autre ; c'est l'exemple de la Côte d'Ivoire qui se replie et refuse les Nigériens qui veulent rentrer. Elle donne ensuite la parole à Saliou Diallo, historien et enseignant dans un lycée à Créteil.

Saliou Diallo, remercie Claude Fischer et Olivier, qui « m'a appris tellement de choses sur la région dont moi-même je suis originaire », une preuve si besoin que la recherche est importante concernant cette région. J'ai connu Claude grâce à Hamidou Dia un chercheur qui m'a suivi durant ma thèse de doctorat sur l'histoire de la ville de Bakel. Je ne suis pas géographe mais docteur en Histoire, même si évidemment l'histoire et la géographie sont deux disciplines qui se complètent.

Notre sujet s'inscrit dans une perspective historique, celle du temps long. La démarche de l'historien, c'est de se retrouver toujours en arrière pour voir comment les choses se sont passées dans le passé et de réfléchir sur le présent et les solutions pour le futur. Inspiré par les travaux du grand historien français Gérard Noiriel, c'est dans cette perspective que j'ai souhaité travailler sur la vallée du fleuve Sénégal. J'ai commencé à m'intéresser à cette région depuis 2008 dans le cas de mon mémoire de maîtrise jusqu'à mon doctorat. Je suis parti des archives considérant cette région comme la « nec » de l'économie des traites durant la période coloniale, et qui a basculé dans la situation de périphérie par rapport aux trois Etats, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Comment cette région est passée du centre à ce qu'on peut appeler la périphérie aujourd'hui ? Cette position entre centre et périphérie du point de vue de l'histoire est-elle pertinente ? La périphérie est-elle un lieu ou un territoire qui serait tombé dans une situation de marginalité ? Je me suis inspiré des travaux de Samir Amine, un économiste franco-égyptien, qui a beaucoup réfléchi sur les notions de centre et périphérie. Pour lui, notamment dans les années 70, cette marginalisation a été faite lors de la période coloniale.

J'aimerais vous montrer que ces attributs de périphéries ou de centres donnés à un territoire ou à des groupes humains sont le résultat d'un processus historique. Cependant, j'essayerai de poser le débat sous l'angle des inégalités et parlerai de deux périodes essentiellement : la période coloniale (première partie), pendant laquelle cette région a joué un rôle très important notamment sur le plan économique ; et la période postcoloniale, le Sénégal étant devenu indépendant depuis 1960 (deuxième partie).

Durant la période coloniale, cette région est devenue le centre des activités économiques du Sénégal. La France s'était intéressée à cette région depuis le 17^{ème} siècle, mais c'est à partir du 19^{ème} siècle que

⁷ Voir : <https://www.entretiens-europeens.org/wp-content/uploads/2019/01/Programme-EEA-Dakar.-Version-de%CC%81finitivepdf.pdf>

l'implantation coloniale française est devenue définitive. Au départ, l'objectif a été la mise en valeur du fleuve Sénégal, avec une politique de développement économique, ce qui a permis à cette région de jouer un rôle important et de servir de base à l'administration coloniale pour conquérir le reste du territoire qui était le Soudan. Mais le départ de l'administration coloniale au milieu du 20^{ème} siècle a entraîné la régression de ces territoires. Le système colonial ne s'inscrivait pas dans la durée mais en fonction des intérêts en jeu dans cette période. Et la région s'est rangée dans « le centre de l'oubli », pour utiliser le thème d'un administrateur colonial.

Après les indépendances, c'est l'Etat post-colonial sénégalais qui va gérer le devenir de cette région du fleuve Sénégal. Au début des années 60, il ne s'est pas intéressé à cette région, voulant sortir de l'économie de traite... ce qui a été à l'origine d'une « grande tension » entre le premier président Senghor et le premier ministre à l'époque, Mamoudou DIA sur l'orientation économique du pays. Dia, était dans une logique de rupture totale avec la puissance coloniale, et l'économie de traite arachidière alors que Senghor était dans une logique de continuité considérant que le Sénégal pouvait gagner à apprendre encore de la France. Les pouvoirs publics sénégalais vont donc délaisser le fleuve Sénégal, mais en partie seulement car dès 1960 la commune de Bakel est devenue une commune de plein exercice née d'une décision politique qui n'avait rien à avoir avec la réalité du terrain.

C'est dans les années 70 que la région du fleuve Sénégal a commencé à intéresser à la fois les acteurs publics, les politiques, les organismes nationaux et internationaux, et les ONG. Cette période a coïncidé avec les grandes sécheresses mais aussi le choc pétrolier qui ont provoqué un coup dur sur le sort de cette région de manière indirecte bien entendu. Des chercheurs se sont intéressés à cette région ; je pense notamment à Ali Haidier qui y a consacré un certain nombre de ses travaux. Les chercheurs ont dénoncé le manque de volonté et l'absence de l'Etat. Les migrants aussi se sont intéressés à leurs pays d'origine, d'abord à travers des projets individuels puis par intérêt politique. Ainsi l'association de Bakel investit beaucoup sur le terrain. La création d'un centre de formation de l'association de Bakel en 2000 par les migrants avait pour but premier la formation des migrants mais il est devenu un centre de formation pour les jeunes, qui - même s'ils veulent immigrer – doivent être formés et être prêts intellectuellement.

Ce qui est bien, c'est de savoir comment l'expérience migratoire est vu par deux générations. Il existe des tensions entre les migrants, les Etats et un certain nombre d'ONG : qui fait quoi et qui doit intervenir, où et comment ? En ce qui concerne les ONG, le débat est à la fois idéologique et politique. Certains pensent que leur présence met les populations dans une dépendance alors que d'autres pensent que c'est une opportunité pour permettre une certaine ouverture et en même temps donner des outils aux populations sur place.

Je terminerai par trois choses : d'abord la question de la responsabilité qui est posée dans cette région concernant sa place de « périphérie » ; la deuxième celle du rôle des ONG qui doivent promouvoir des solutions dans une logique d'équilibre entre les périphéries et le centre, et non dans une logique de rapport de forces, avec la possibilité pour les acteurs locaux de se former, et de les impliquer dans la réflexion et la prise de décision, sans vouloir penser et agir à leur place ; et enfin, il faut promouvoir une réelle volonté politique pour que les actions publiques telle que la décentralisation aujourd'hui s'inscrivent dans un développement plus durable, et en prenant en compte la question de l'environnement comme pilier central.

Claude Fischer-Herzog, remercie Saliou et souligne les deux approches, celle d'Olivier avec des solutions potentielles aux problèmes posés et celle de Saliou qui les a resitués dans les processus historiques.

QUESTIONS-REPONSES

Anthony, Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN) - Ce qui me maintient en relation avec l'Afrique, c'est l'Académie des Sciences d'Outre-mer. J'ai été nommé par l'Etat camerounais comme administrateur de l'aluminium du Cameroun, mais ce qui me frappe est la dimension culturelle : lors d'un congrès mondial à Kayes, j'ai pu comprendre que « vivre à l'étranger » est un statut et dans certaines régions du Mali, il peut être compliqué pour un homme d'avoir une femme s'il ne pouvait pas faire état d'un proche installé à l'étranger. C'est important car le comportement des diasporas est conditionné par ça. Ce qui est différent en Asie (culture chinoise) puisque celui qui quitte la terre des ancêtres est une « sous-caste », il est méprisé. Il doit se racheter, retourner au pays, revenir avec des richesses... ce qui est différent en Afrique, le statut de migrant lui vaut son prestige...

Tiefing Sissoko, président de la diaspora des universitaires maliens en France - Le centre c'est peut-être partout et nulle part ailleurs, et la périphérie est un peu partout et en même temps nulle part ailleurs : vous avez repris la théorie « de la double absence à une double présence » de Abdel Maleck Sahef. Cette dimension est essentielle aujourd'hui concernant les liens entre les différents territoires. Je souhaite souligner deux dimensions : 1. la solidarité est un moyen de construire plus de lien. 2. La question des valeurs, qui évoluent, permet un progrès de notre humanité : consommer responsable, consommer écolo...

Jean-Marie Cour - La périphérie, c'est là où il n'y a pas de « moderne ». Il serait urgent que les économistes (qui malheureusement ont un poids considérable dans la finance, le développement et les relations internationales) commencent à s'intéresser à l'histoire, à la géographie, à la démographie et à la démo économie. Dans le programme « Relance des Economie Locale (ECOLOC) » que j'avais proposé, j'appréhendais justement cette histoire de périphérie et de centre à l'échelle micro-locale. Le centre étant une petite ville en pleine naissance et sa périphérie étant sa zone d'échange : ce qui permet d'aborder la décentralisation d'une manière très concrète, ainsi que les relations ville et campagne, centre- périphérie locale, périphérie à périphérie, centre à centre... Concernant les migrations, la redistribution de la population se fait au sein de l'Afrique, de région à région, et je déplore qu'on n'ait rien fait pour s'intéresser à cette question...

Philippe Herzog – Parmi les problèmes fondamentaux qui sont négligés par la masse des économistes, on trouve deux sujets qui sont démographie et productivité. C'est gravissime... Ceci-dit, des économistes travaillent sur les agrégats mettant en évidence des problèmes à propos de centres au pluriel et périphéries au pluriel, auxquels il faut prêter attention. Les centres sont des agglomérations de puissances avec des impacts sur les malheureuses périphéries ; on ne peut pas comprendre le monde d'aujourd'hui sans la géopolitique et la géoéconomie qui impactent toute la planète. Ma question serait, dans quelle mesure les agglomérations de puissance en Afrique depuis les années 70 (après l'administration coloniale) et jusqu'à aujourd'hui impactent-elles les solidarités territoriales ?

Michel Bousquet (Académie des Sciences d'Outre-Mer) - Ce qui a donné naissance à l'OMVS, c'est la MASS (La Mission d'Aménagement du Sénégal), il n'y a pas eu de désintéressement, il y a eu même un intéressement du secteur privé, comme VILGRA par exemple dans la production de blé...

Réponse de Saliou - Plusieurs facteurs – dans un contexte lié aux conditions climatiques – expliquent la détérioration dans les années 70, et notamment à un flux important de migrations vers la France. Une équipe de l'IRD a pu faire le lien entre la détérioration des conditions climatiques et la migration, plus qu'à la recherche d'une situation stable. L'Etat ou certains organismes internationaux ont trouvé intérêt à ce que cette région retrouve son niveau de développement d'antan. Les politiques migratoires ont été durci et les

migrants ont commencé à changer de stratégie par rapport à leurs pays d'origine à travers des initiatives et des investissements collectifs, plus que les aides familiales, avec un changement des valeurs de solidarité (qui n'était la même chose dans les années 60).

Réponse d'Olivier Le Masson - Le Sahel, c'est 80 millions d'habitants, et il faut éviter de montrer l'image misérabiliste permanente de cette région. Sur la question de la Grande Muraille Verte, c'est un gros programme ouest-africain qui part du Sénégal jusqu'au Tchad pour lutter contre les changements climatiques, freiner l'expansion du désert et aussi donner de l'activité aux populations. Il est porté politiquement par les plus grands (Abdoulaye Wade et aujourd'hui Maki Sall) : ils en font la clé de leur PSE (plan sénégalais émergent). Cependant, sur le terrain, les populations ne parlent pas de leur propre politique de reboisement, de leur volonté de lutter contre le changement climatique, et ils travaillent sur des systèmes d'adaptations...

En ce qui concerne « les frontières épaisses », je suis convaincu de la responsabilité de l'Union européenne dans ce domaine. Prenons l'exemple de la Mauritanie qui a toujours été un pays d'accueil pour tous les pays de la CEDEAO. Il y a quelques années, l'Union européenne a exigé – contre le financement de son armée et des équipements de surveillance – de contrôler ses frontières pour empêcher les gens de venir au Maroc, ainsi qu'aux îles Canaries. La Mauritanie a fermé les entrées à tel point que l'économie mauritanienne a été complètement bousculée. La situation était tellement aberrante que la Mauritanie a dû faire marche arrière. L'Union européenne doit prendre conscience qu'en négociant de manière bilatérale sur des questions de développement lié à l'accord de gestion des flux migratoires, ça crée des aberrations, et qu'elle doit penser autrement les choses...

Concernant le statut culturel... Aujourd'hui, la logique c'est de lutter contre les causes profondes des migrations illégales et forcées. Mais quelles sont ces causes profondes ? Au GRDR, on en a trouvé six, politiques, économiques, sociales, environnementales... et culturelles ! Mais comment lutter contre les causes culturelles ? Sur la question de l'environnement, je n'arrive pas à faire le lien entre sécheresse en Afrique et migration internationale, car il n'y a pas eu d'arrivées massives à partir de 1973 en France ; elles datent d'avant, quand les entreprises françaises sont venues chercher de la main d'œuvre en Afrique de l'Ouest, il faut être très clair, dans l'automobile, le portuaire etc... le gros mouvement de population d'Afrique Subsaharienne vers la France date des années 55/60 (les 30 glorieuses), jusque dans les années 70, 72, et 74 avec la carte de séjour, ce qui a créé la rupture et non la sécheresse en Afrique.

Dernier point, l'histoire de double absence - double présence : un migrant est facteur de valeurs, de développement et d'innovation, d'apport culturel ici et là-bas. Partir en migration ouvre de nouvelles perspectives et de nouveaux savoirs et crée des liens entre ici et là-bas... Et pour répondre aux « agglomérations de puissance », je rappelle que certains présidents africains (Sénégal, Mali) ne sont pas élus président de la république s'ils n'ont pas sillonné les foyers d'îles de France, c'est-à-dire que leurs élections dépendent en grande partie de l'accord et l'appui des migrants et de leurs soutiens politiques et financiers...puissance dépendante de Bakel, de Kayes... et de Paris.

Claude Fischer-Herzog, concernant le lien migration-développement, un élément est essentiel, c'est l'appropriation. Les projets de développement doivent être faits par les Africains eux-mêmes et non par les Français, ou alors en partenariat. Trois points : 1. L'Afrique s'ouvre à toutes les régions du monde et l'Europe devrait faire la même chose. Il y a un problème de renouvellement des relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui. Je le sens très nettement quand on va en Afrique, il existe une espèce de rancœur qui monte contre l'Europe et celle-ci se désengage. Il y a un vrai problème de « recoller » l'Europe et l'Afrique, mais dans des relations nouvelles. Car l'Afrique a intérêt à se trouver des alliés car elle n'est qu'à 3% de l'économie mondiale. L'Europe pourrait être un de ses alliés ? 2. L'Afrique est en train d'inventer un nouveau modèle de

développement en réalité et l'économie informelle n'est pas une économie à part, elle est partout dans l'économie en Afrique ; c'est ce que j'appelle l'économie « populaire » mais qui a besoin de régulation.

3. Dans ce nouvel modèle de développement, il y aura sans doute moins d'Etat (contrairement à nous, quoiqu'on en dise !) L'Afrique doit inventer une décentralisation qui ne soit pas la déconcentration du pouvoir de l'Etat...

4. Nous venons de vivre une campagne électorale européenne toute centrée sur les migrations, en offrant une image de l'Afrique trop souvent dégradée, et en alimentant les peurs d'une « invasion » des Africains chez nous. La bataille pour la construction d'un monde fraternel est plus que jamais à l'ordre du jour, et les migrations - qui sont un bien public mondial⁸ doivent être au cœur de nos coopérations et de nos relations.

Compte-rendu réalisé par Awa Fofana, chargée de mission à ASCPE⁹



Saliou Diallo, Claude Fischer-Herzog, et Olivier Le Masson

⁸ Voir l'édito de La Lettre des Entretiens Eurafricains N°6 « Spécial Migrations » - Juin 2019 : <https://www.entretiens-europeens.org/wp-content/uploads/2019/06/La-Lettre-UEA-N6-JUIN-2019.pdf>

⁹ Voir également la synthèse réalisée par Catherine Véglio, publiée dans La Lettre des Entretiens Européens : <https://www.entretiens-europeens.org/wp-content/uploads/2019/05/Synthese-CentresetPeripheries-Veglio-Mai2019.pdf>